

Questions orales

de recherche sur la dégradation de notre sol et de nos approvisionnements en eau?

L'hon. Lloyd Axworthy (ministre des Transports): Madame le Président, je voudrais signaler au député que certaines mesures ont récemment été prises, afin d'améliorer considérablement les travaux de recherche agricole entrepris au Canada, dans le cadre du Programme spécial de relance. On a ouvert un certain nombre de nouvelles stations de recherche agricole, surtout dans l'ouest du pays, ainsi qu'un laboratoire d'hydrologie. D'autres initiatives ont été prises. Je pense qu'il convient de signaler, et si le ministre de l'Agriculture était ici il pourrait nous en dire davantage à ce sujet, que son ministère et le gouvernement ont bien conscience du problème et ont pris les mesures voulues pour le résoudre.

M. Greenaway: Madame le Président, le ministre semble être en désaccord. Cela va à l'encontre du dernier chapitre de «la calamité fiscale» écrit par le ministre d'État chargé du Développement économique.

LES CRITIQUES FORMULÉES À L'ENDROIT DU MINISTÈRE

M. Lorne Greenaway (Cariboo-Chilcotin): Madame le Président, le ministre suppléant souscrit-il à un document rédigé par le ministre d'État chargé du Développement économique dans lequel il dit:

Le ministère de l'Agriculture s'est tellement préoccupé de la société Canagrex qu'il n'a pas su se pencher sur des problèmes essentiels comme la réduction de la superficie des terres agricoles et leur baisse de qualité.

L'hon. Lloyd Axworthy (ministre des Transports): Madame le Président, je ne livrerai aucune observation sur le document mentionné par le député. Je me contenterai de parler des mesures qui ont été prises. Je viens tout juste de signaler que le gouvernement avait amorcé plusieurs initiatives très importantes pour améliorer les travaux de recherche et de développement dont, en particulier, l'ouverture d'une nouvelle station d'hydrologie à Saskatoon, en Saskatchewan.

M. Crosbie: Pourquoi Johnston ignore-t-il tout à ce sujet?

* * *

LES COMMUNICATIONS

LES RÈGLEMENTS TOUCHANT LES INDUSTRIES DE TECHNOLOGIE DE POINTE—ON CRITIQUE LE MINISTÈRE

M. Geoff Scott (Hamilton-Wentworth): Madame le Président, ma question s'adresse au ministre des Communications. Reconnaît-il que son ministère soumet les industries de technologie de pointe à tout un tas de règlements qui pourraient retarder leur croissance?

L'hon. Francis Fox (ministre des Communications): Madame le Président, puis-je d'abord féliciter le député d'avoir lu la revue *Maclean's*. Je suppose que c'est tout à son honneur et à celui des deux députés qui ont posé des questions avant lui,

qu'il ait lu comme eux cette revue ce matin. Si le député veut parler des industries de communications, il sait aussi bien que moi que le secteur industriel qui prend le plus d'avance sur le plan international est notre industrie des télécommunications. Nous savons tous, par contre, qu'en ce qui concerne les technologies en évolution, il faut réformer certains aspects de la réglementation qui s'applique non seulement au secteur des télécommunications mais aussi à celui de la diffusion. Mais si le député prétend que nous devrions, à ce stade, nous efforcer d'améliorer le processus de réglementation, je suis évidemment tout à fait d'accord avec lui.

M. Scott (Hamilton-Wentworth): Madame le Président, je suis ravi d'apprendre que le ministre des Communications peut lui aussi lire la revue *Maclean's*.

LE DOCUMENT SOUMIS AU CABINET PAR LE MINISTRE D'ÉTAT CHARGÉ DES SCIENCES ET DE LA TECHNOLOGIE

M. Geoff Scott (Hamilton-Wentworth): Madame le Président, le ministre des Communications donne-t-il son approbation au document que son collègue le ministre d'État chargé des Sciences et de la Technologie a soumis au cabinet? Adhère-t-il aux déclarations qu'a faites son collègue du cabinet?

L'hon. Francis Fox (ministre des Communications): Madame le Président, bien entendu, nous ministériels, croyons qu'il y a toujours moyen de faire mieux, d'assurer que le système de réglementation s'adapte aux temps nouveaux et aux situations nouvelles. Si c'est ce que le député me demande, mon collègue du cabinet et moi sommes bien d'accord.

* * *

LES CHEMINS DE FER

LE COÛT DE L'AMÉLIORATION DU RÉSEAU FERROVIAIRE

M. Les Benjamin (Regina-Ouest): Madame le Président, ma question s'adresse au ministre des Transports. Il sait sans doute que le Syndicat du blé de la Saskatchewan lui a envoyé un télex le 21 septembre. Il faisait remarquer que, selon les évaluations de ses services, il faudra environ 1.6 milliard de dollars pour améliorer tout le réseau ferré, actuellement garanti jusqu'à l'an 2000. Or, d'après l'annonce faite le 1^{er} février, le gouvernement n'accorde que 1.072 milliard. Il manquera donc 528 millions de dollars. Quelle réponse le ministre a-t-il donnée au Syndicat du blé de Saskatchewan et à toutes les sociétés d'éleveurs qui font des projets d'investissement, mais qui ne savent quels embranchements seront conservés?

L'hon. Lloyd Axworthy (ministre des Transports): Madame le Président, pour commencer, je ne pense pas que l'on puisse parler de «seulement un milliard». Il me semble que c'est beaucoup d'argent pour une amélioration majeure du réseau d'embranchements de l'ouest du Canada.